

Séance du 28 octobre 2016
Intervention opérationnelle
Délibération n°2016/123

- Vu** le code de l'urbanisme ;
Vu le code rural et de la pêche maritime ;
Vu l'ordonnance n°2011-1068 du 8 septembre 2011 relative aux établissements publics fonciers, aux établissements publics d'aménagement de l'Etat et à l'Agence foncière et technique de la région parisienne ;
Vu le décret n°2011-1900 du 20 décembre 2011 relatif aux établissements publics fonciers, aux établissements publics d'aménagement de l'Etat et à l'Agence foncière et technique de la région parisienne ;
Vu le décret n°90-1154 du 19 décembre 1990 portant création de l'Etablissement Public Foncier Nord - Pas de Calais, modifié par les décrets n°2006-1131 du 8 septembre 2006, n°2009-1542 du 11 décembre 2009 et n°2014-1736 du 29 décembre 2014 ;
Vu le décret n°2015-979 du 31 juillet 2015 relatif aux établissements publics fonciers de l'Etat, aux établissements publics d'aménagement et à l'agence foncière et technique de la région parisienne ;
Vu l'arrêté du 09 décembre 2015 portant nomination de la directrice générale de l'Etablissement Public Foncier Nord - Pas de Calais ;
Vu le règlement intérieur institutionnel de l'Etablissement Public Foncier Nord-Pas de Calais approuvé par délibération n° 2016/03 du conseil d'administration du 09 mars 2016 ;
Vu la délibération 2014/58 du conseil d'administration du 20 novembre 2014 portant approbation du programme pluriannuel d'intervention pour la période 2015-2019 ;
Vu la convention-cadre de partenariat passée avec la METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE ;

**Le conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais,
sur proposition de la présidente,**

- **Approuve** le Contrat de Mixité Sociale avec la METROPOLE EUROPEENNE DE LILLE, la COMMUNE DE SEQUEDIN et L'ETAT ;
- **Autorise** la directrice générale de l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas de Calais à signer le Contrat de Mixité Sociale.

La directrice générale

Loranne BAILLY



La présidente
du conseil d'administration

Valérie LETARD



15 NOV. 2016

Pour le Préfet et par délégation,
L'adjoint au préfet général
Pour les affaires régionales



S. BOUFFANCE